

Alexandre BARRA
Commissaire aux Comptes

24 rue des Jardins
CS 30179
57505 ST-AVOLD
Tél : 03 87 91 13 14

www.cogep.fr

MISSION LOCALE DU BASSIN HOULLER

31 Avenue Roosevelt
Bp 10016
57801 Freyming-Merlebach

RAPPORTS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2025

MISSION LOCALE DU BASSIN HOILLER

31 Avenue Roosevelt
Bp 10016
57801 Freyming-Merlebach
SIREN 352 900 534

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association MISSION LOCALE DU BASSIN HOILLER relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2025, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.


Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur les incidences de la première application du règlement ANC n°2022-06 exposées dans l'annexe des comptes annuels.





Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes de l'exercice.

Les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, notamment pour ce qui concerne le suivi, la valorisation et la justification des concours publics et des subventions, aux estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, à l'approche retenue pour l'évaluation des fonds dédiés, ainsi qu'à la rédaction de l'annexe.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatifs à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme



significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :


- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Saint-Avold, le 10 juin 2026



COGEP AUDIT SAS

Alexandre BARRA
Commissaire aux comptes





Bilan Actif

Règlement ANC 2022-06		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	Immobilisations incorporelles				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	11 509	7 730	3 779	5 959
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	Immobilisations corporelles				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	5 169	3 924	1 245	1 876
	Autres immobilisations corporelles	262 028	184 412	77 617	88 365
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes				
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
	Immobilisations financières				
	Participations	15 450		15 450	15 450
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières	4 860		4 860	
	Total II	299 016	196 066	102 950	111 650
	Stocks et en-cours				
	Avances et acomptes versés sur commandes				
	Créances				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	380 392		380 392	216 560
	Charges constatées d'avance	5 912		5 912	6 955
	Valeurs mobilières de placement	300 000		300 000	
COMPTES DE REGULARISATION	Instruments financ. à terme et jetons détenus				
	Disponibilités	527 761		527 761	1 041 205
	Total III	1 214 065		1 214 065	1 264 720
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation				
	Actif (VI)				
	TOTAL GENERAL (I à VI)	1 513 082	196 066	1 317 016	1 376 370



Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires	172 916	172 916
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité	5 404	5 404
Autres fonds propres	Autres		
	Report à nouveau	629 222	631 211
	Excédent ou déficit de l'exercice	(57 722)	(1 989)
	Situation nette (sous-total)	749 820	807 542
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
	Total I	749 820	807 542
	Fonds non remboursables		
	Avances conditionnées		
Fonds reportés et dédiés	Droits du concédant		
	Total II		
	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés	76 328	63 022
	Total III	76 328	63 022
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges	84 225	78 574
	Total IV	84 225	78 574
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	59 733	49 054
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	251 730	284 912
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (VI)	Autres dettes	95 180	93 267
	Produits constatés d'avance		
	Total V	406 643	427 233
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif (VI)		
	TOTAL GENERAL (I à VI)	1 317 016	1 376 370



Compte de Résultat

1/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	1 592 997	1 729 429
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions		57 118
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	63 022	160 692
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	7 129	5 206
	Total des produits d'exploitation	1 663 147	1 952 445
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	290 509	311 115
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	90 314	100 561
	Salaires	904 726	1 083 538
	Cotisations sociales	325 155	381 165
	Dotation aux amortissements et dépréciations	19 194	19 013
	Dotation aux provisions	5 651	3 258
	Reports en fonds dédiés	76 328	63 022
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées	10 737	
	Autres charges	5 392	1
	Total des charges d'exploitation	1 728 006	1 961 673
RESULTAT D'EXPLOITATION		(64 859)	(9 228)



Compte de Résultat

2/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		(64 859)	(9 228)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	7 137	7 339
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		22 815
Total des produits financiers		7 137	30 154
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		22 815
Total des charges financières			22 815
RESULTAT FINANCIER		7 137	7 339
RESULTAT COURANT avant impôts		(57 722)	(1 889)
	Produits exceptionnels		
	Charges exceptionnelles		100
RESULTAT EXCEPTIONNEL			(100)
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices			
TOTAL DES PRODUITS		1 670 284	1 982 599
TOTAL DES CHARGES		1 728 006	1 984 588
EXCEDENT ou DEFICIT		(57 722)	(1 989)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature		1 332	715
Prestations en nature		21 059	20 295
Bénévolat			
TOTAL		22 391	21 010
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens		21 059	20 295
Prestations			
Personnel bénévole		1 332	715
TOTAL		22 391	21 010



Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **1 317 016** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **1 670 284** euros et un total **charges** de **1 728 006** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **-57 722** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.

Il a une durée de **12** mois.

Généralités sur les règles comptables

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.

Les comptes annuels ont été arrêtés conformément aux dispositions du règlement 2022-06 de l'Autorité des Normes Comptables homologué par arrêté ministériel du 26 décembre 2023, modifiant le règlement 2014-03 de l'Autorité des Normes Comptables relatif au Plan Comptable Général sous réserve des dispositions particulières figurant dans le règlement de l'ANC n°2018-06 du 05 décembre 2018, homologué par arrêté du 26 décembre 2018 publié au Journal Officiel du 30 décembre 2018.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Changement de méthodes comptables

La première application du règlement comptable ANC n° 2022-06 constitue un changement de méthode comptable.

Le bilan et le compte de résultat de l'exercice précédent ne sont pas modifiés.

Le passage au règlement ANC n° 2022-06 engendre les changements suivants impactant principalement les postes de produits d'exploitation, transferts de charges et résultat exceptionnel tel que détaillé ci-après.

Les produits d'exploitation comprennent à compter de l'exercice 2024-2025 :

- Les refacturations de charges à des tiers en lieu et place des transferts de charges précédemment pour 559.20 € en 2024.



Les charges de personnel ont été minorées de remboursements correspondant à :

- des indemnités journalières du régime de sécurité sociale et du régime prévoyance en lieu et place des transferts de charges précédemment pour 49.559.03€ en 2024.

Les changements de méthodes n'impliquent pas d'écarts d'application impactant le résultat des exercices antérieurs.

Autres informations

Immobilisations corporelles et incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise, à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes liés à l'acquisition, ne sont pas rattachés à ce coût d'acquisition.

Tous les coûts qui ne font pas partie du prix d'acquisition de l'immobilisation et qui ne peuvent pas être rattachés directement aux coûts rendus nécessaires pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner conformément à l'utilisation prévue, sont comptabilisés en charges.

Amortissements

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

- Installations techniques : 5 à 10 ans
- Matériel et outillage industriels : 4 ans
- Installations générales, agencements et aménagements divers : 5 à 10 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 à 5 ans
- Mobilier : 10 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine. L'association a apprécié à la date de clôture, en considérant les informations internes et externes à sa disposition, l'existence d'indices montrant que les actifs ont pu perdre notablement de la valeur.



Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable

Indemnités de fin de carrière

Conformément aux nouvelles normes comptables, notre association a été amené à procéder au calcul des indemnités de fin de carrière devant figurer aux engagements hors bilan, annexés aux comptes annuels.

La méthode retenue pour le calcul de ces indemnités est la méthode rétrospective des unités de crédit projetées. Elle retient comme base de salaire le salaire de fin de carrière, les droits étant calculés à partir de l'ancienneté finale proratisée.

Cette norme est définie par la norme comptable IAS n°19 révisée (norme européenne) et par la norme FAS 87 (norme américaine). Elle est conforme à la recommandation 2003 R-01 du conseil National de la comptabilité.

Le montant obtenu représente la valeur actuelle probable des droits acquis, de façon irrémédiable ou non, évalués en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de turn over et de survie.

Compte tenu des données de l'entreprise, des hypothèses actuarielles retenues, soit :

- un taux d'actualisation de 3.78%
- un âge de départ à la retraite maintenu à 65 ans,

le montant total de l'engagement au titre des indemnités de fin de carrière à la clôture de l'exercice figure au compte : "provision pour indemnités de fin de carrière".

Rémunération de trois plus hauts cadres dirigeants salariés

NA

Evaluations des contributions volontaires en nature

Bénévolat
1331.65€

Prestations en nature
21.059€



Immobilisations

		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	11 509					11 509
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	11 509					11 509
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencement aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels	5 169					5 169
	Instal., agencement, aménagement divers	144 035		1 008		19 230	125 813
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	125 854		15 498		5 136	136 215
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		275 058		16 506		24 367	267 197
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations	15 450					15 450
	Autres titres immobilisés						
	Prêts et autres immobilisations financières			4 860			4 860
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES		15 450		4 860		
TOTAL		302 017		21 366		24 367	299 016



Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	5 550	2 180		7 730
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	5 550	2 180		7 730
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	3 293	631		3 924
	Autres instal., agencement, aménagement divers	69 417	9 617	8 917	70 117
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	112 107	6 766	4 578	114 295
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	184 817	17 014	13 495	188 336
TOTAL		190 367	19 194	13 495	196 066



Créances et Dettes

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	4 860	4 860	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	380 392	380 392	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers			
	Charges constatées d'avance	5 912	5 912	
TOTAL DES CREANCES		391 164	391 164	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	59 733	59 733		
	Personnel et comptes rattachés	127 100	127 100		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	103 404	103 404		
	Impôts sur les bénéfices	1 627	1 627		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	19 599	19 599		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	95 180	95 180		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
TOTAL DES DETTES		406 643	406 643		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					



Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			5 912
Abonnement Informatique		3 408	
Tickets restaurant		2 504	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			5 912



Produits constatés d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION			
Produits constatés d'avance - FINANCIERS			
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS			
TOTAL			



Concours publics et subventions

31/12/2025	Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation		1 092 735	373 943		126 319	1 592 997
Subventions d'investissement						
TOTAL		1 092 735	373 943		126 319	1 592 997



Tableau de suivi des fonds associatifs

Libellé	Solde au début de l'exercice A	Augmentations B	Diminutions C	Solde à la fin de l'exercice D = A + B - C
Fonds associatifs sans droit de reprise				
- Patrimoine intégré				
- Fonds statutaires	172 916			172 916
- Subventions d'investissement non renouvelables				
- Apports sans droit de reprise				
- Legs et donations avec contrepartie d'actif immobilisés				
- Subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables				
Ecarts de réévaluation sur des biens sans droit de reprise				
Réserves statutaires ou contractuelles				
Réserves réglementées				
Autres réserves	5 404			5 404
Report à nouveau	631 211		1 989	629 222
Résultat de l'exercice	(1 989)	1 989	57 722	(57 722)
Fonds associatifs avec droit de reprise				
- Apports				
- Legs et donations				
- Subventions d'investissement sur biens renouvelables				
Résultats sous contrôle des tiers financeurs				
Droits des propriétaires (Commodat)				
Ecarts de réévaluation sur des biens avec droit de reprise				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
TOTAL	807 542	1 989	59 711	749 820



Tableau de suivi des fonds dédiés

I - SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT AFFECTEES				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Fonds dédiés				
CPO - Etat CEJ	63 022	63 022	64 251	64 251
Etat Precarite Menstruelle			12 077	12 077
TOTAL	63 022	63 022	76 328	76 328

II - RESSOURCES PROVENANT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC				
Ressources	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réaliser sur nouvelles ressources affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
	A	B	C	D = A - B + C
Dons manuels				
Total				
Legs et donations				
Total				
TOTAL				



Dons manuels

Ressources provenant de la générosité du public	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réal sur nouvelles ress affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Dons manuels				
Totalisation				



Legs et donations

Ressources provenant de la générosité du public	Fonds à engager au début de l'exercice	Utilisation en cours d'exercice	Engagement à réal sur nouvelles ress affectées	Fonds restant à engager en fin d'exercice
Legs et donations				
Totalisation				

MISSION LOCALE DU BASSIN HOILLER

31 Avenue Roosevelt
Bp 10016
57801 Freyming-Merlebach
SIREN 352 900 534

RAPPORT SPECIAL DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES CONVENTIONS REGLEMENTÉES

Exercice clos le 31 décembre 2025

Aux Membres,

En notre qualité de commissaire aux comptes de votre Association, nous vous présentons notre rapport sur les conventions réglementées.

Il nous appartient de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles des conventions dont nous avons été avisés ou que nous aurions découvertes à l'occasion de notre mission, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé ni à rechercher l'existence d'autres conventions. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.612-6 du code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimé nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission.

Conventions soumises à l'approbation de l'organe délibérant

Conventions passées au cours de l'exercice écoulé

Nous vous informons qu'il ne nous a été donné avis d'aucune convention passée au cours de l'exercice écoulé à soumettre à l'approbation de l'organe délibérant en application des dispositions de l'article L. 612-5 du code de commerce.

Fait à Saint-Avold, le 10 juin 2026

COGEP AUDIT SAS



Alexandre BARRA

Commissaire aux comptes

